

1. Le non cumul des mandats doit devenir la règle

Etes-vous prêt à prendre l'engagement qu'aucun membre de votre liste ne pourra détenir un autre mandat que celui de conseiller territorial ?

Non. Je crois qu'un mandat exécutif et un mandat délibératif peuvent se compléter utilement au plan local. Les cumuls d'exécutifs sont déjà interdits. Par ailleurs, à partir de 2017 l'interdiction prévue par la loi de cumuler un mandat parlementaire et un mandat exécutif s'appliquera pleinement. Ce sera une bonne chose.

Personnellement je ne briguerai qu'un mandat unique: celui de conseiller à l'assemblée de Corse et en cas de victoire de l'alternance, la présidence du conseil exécutif.

2. La politique ne doit pas être un métier

Etes-vous prêt à prendre l'engagement ainsi que chacun des membres de votre liste qu'aucun d'entre eux ne briguera plus de deux mandats territoriaux consécutifs ?

Pour ce qui me concerne, je prends volontiers cet engagement. Pour mes colistiers par contre il me paraîtrait dommage dans l'avenir de priver la collectivité territoriale des compétences les plus affirmées souvent acquises par l'expérience et la pratique. L'électeur doit être en mesure de faire le tri dans le cadre d'une transparence renforcée de l'action publique.

3. Si la majorité doit gouverner, l'opposition doit avoir les moyens de s'opposer.

Etes-vous prêt, si vous êtes en situation de constituer l'exécutif de la CTC à faire voter un crédit pour que votre opposition puisse choisir librement et rémunérer les experts indépendants qui lui permettront d'éclairer son vote ?

Oui, dans la limite d'un plafond raisonnable fixé par l'Assemblée de Corse et, à condition que cela ne débouche pas sur un gaspillage de l'argent public.

4. L'emploi public ne doit plus être un échange de services

Etes vous prêts dès la prochaine mandature à demander que soit effectué un audit des procédures de recrutement et d'une manière générale les pratiques de gestion des ressources humaines de la CTC et des offices et agences qui en dépendent. Etes-vous disposé si votre groupe est appelé à participer à l'exécutif à confier à une instance indépendante incontestable le soin d'opérer les recrutements de la CTC ainsi que dans les offices et les agences

Oui pour l'audit. Mais non à l'abandon d'une responsabilité prévue par la loi en matière de recrutement au bénéfice de l'exécutif. Si j'étais président de l'exécutif, je ferai en sorte que les recrutements soient effectués de manière plus transparente sous le contrôle de l'Assemblée de Corse.

5. La transparence des décisions...

Etes-vous prêt à demander que soient renforcés les pouvoirs d'investigation de la Chambre régionale des comptes et les sanctions qui pourraient être appliquées ainsi que la mise en

place d'une plateforme open data qui mettrait à la disposition de tous l'ensemble des données concernant la gestion et le train de vie de l'administration et des élus ?

Les pouvoirs de la chambre régionale des comptes sont déjà suffisamment étendus. L'essentiel est de tirer réellement des conséquences des conclusions de la chambre qui hélas n'ont pas souvent les suites qu'elles méritent. Quant à la plateforme open data, pourquoi pas? Mais avec des règles établies à une majorité qualifiée par l'Assemblée de Corse.

6. L'éthique doit être au cœur de l'engagement...

Etes-vous prêt à demander à chacun de vos colistiers d'attester qu'ils n'ont jamais été condamnés pour faits de corruption, de prise illégale d'intérêt ou de détournements de fonds publics ? Etes-vous prêt à exiger la démission de ceux ou de celles d'entre vos colistiers qui se verraient impliqués dans une affaire relevant de l'un de ces délits ?

Il faut appliquer la loi de la manière la plus stricte, éventuellement réformer et renforcer les dispositions de la loi votée par le Parlement. Mais appliquer le droit rien que le droit. Rousseau et Voltaire plutôt que Saint Just et Robespierre.

7 la question migratoire

Etes-vous prêt à organiser une session extraordinaire sur la situation de notre île à cet égard et à esquisser les contours d'une politique qui permette de sensibiliser les instances françaises et européennes à cette question afin d'obtenir pour les autorités insulaires les moyens de peser en matière dans le sens des intérêts du peuple corse et de ceux qu'il accueille en son sein ?

J'élargirai volontiers le débat devant l'Assemblée de Corse à la question essentielle de l'évolution de la démographie insulaire très marquée par le vieillissement de la population et au dossier de la croissance démographique liée au développement économique. Ce sujet est un élément fondamental pour aborder avec réalisme la problématique de la croissance et de l'emploi.

8. Le banditisme, l'affairisme

Etes-vous prêt à lutter sans faiblesse pour en réduire l'influence, veiller à ce qu'ils ne puissent pas accéder aux marchés publics ou il serait impliqué et refuser les accords avec eux...

Pour attirer des entreprises, pour créer des emplois, pour favoriser l'initiative, nous devons bien évidemment empêcher le développement de tout climat affairiste. Les Corses seraient les premières victimes de ces pratiques ainsi que des clichés et des amalgames qui en résulteraient. Je veillerai au strict respect du droit tant au niveau des collectivités publiques qu'au niveau des entreprises.